

# Ouvrir le débat

## Construire le rapport de forces

P

our ce Congrès d'Études qui se tiendra les 26 et 27 mai à Rennes, nous sommes face à des responsabilités considérables, à des enjeux décisifs pour le service public national d'enseignement supérieur et de recherche et pour le syndicat lui-même.

D'abord parce que ce congrès se situe délibérément dans le mouvement « *Sauver la Recherche et l'Université* ». Initié par « *Sauvons la Recherche* », le mouvement a posé la question de la recherche comme question de société, comme responsabilité du gouvernement. Pour la première fois, à ce degré, l'avenir de la recherche et de l'enseignement supérieur demeure une question ouverte, appropriée pour la communauté scientifique - universitaire, une revendication portée par les jeunes chercheurs et une question citoyenne tout autant. Cela a beaucoup compté dans le rejet, la claque électorale infligés au gouvernement Raffarin ce 28 mars. C'est tout cela qui a permis d'arracher les mesures annoncées par le nouveau Ministre ce 7 avril. C'est en argumentant, pièces sur table, avec les autres organisations, avec SLR, que les revendications du SNESUP de création immédiate de 1000 postes d'enseignants-chercheurs a pu devenir un objectif commun et qu'ont été arrachés les 700 emplois nouveaux d'enseignants-chercheurs\* alors qu'aucun n'était créé dans le budget initial de 2004.

Le Congrès est de fait placé sous le signe d'une double ouverture. Ouverture sur le mouvement, l'action, la revendication. Les proclamations, les manœuvres, les décisions pour imposer la voie libérale comme pensée et action obligées pour la Recherche, l'Enseignement Supérieur, la société n'y changent rien : les mesures imposées le 7 avril sont bien une avancée en sens opposé, un point d'appui important au plan syndical et politique. Ces avancées, il faut les amplifier dans le budget 2005 et dans la future loi d'orientation et de programmation.

Il va falloir imposer une véritable négociation partant des besoins réels en formation comme en recherche ... et là encore construire un rapport de force à la mesure de l'enjeu.

La seconde ouverture, c'est l'entrée par la recherche dans les questions des formations supérieures, des métiers et des missions. La mise en œuvre du LMD se caractérise par l'éclatement du cadre national des formations et des diplômes, porte atteinte à la lisibilité et à la mobilité, révèle le vif mécontentement des collègues suite aux « *retours* » de la D.E.S.

Dans son discours du 22 avril devant la CPU, le Ministre érige en principe la cassure entre la licence vue comme formation « *de proximité et d'accueil* » et les masters et doctorants visant à la « *perfection* » et à la « *compétitivité internationale* ». Les conséquences d'une pareille fracture seraient catastrophiques en matière d'accès et de réussite du plus grand nombre de jeunes et d'actifs dans les formations supérieures jusqu'au plus haut niveau. Ce seraient l'unité des missions, les statuts nationaux des enseignants du supérieur qui seraient directement menacés selon le modèle Belloc. L'enseignement supérieur et la recherche sont inséparables, avec certes des articulations différentes du DEUG au Master, des modalités différentes selon les statuts des personnels, mais c'est cette unité recherche / enseignement supérieur qu'il nous faut réexaminer, redévelopper à Rennes ces 26 et 27 mai. Encore une fois, l'effort du SNESUP est décisif. Il dépend de nous, dans nos établissements, comme dans ce Congrès, qu'émergent et que s'imposent des propositions novatrices au travers d'États Généraux dont on sait qu'ils peuvent déboucher sur des possibles positifs mais aussi sur des régressions majeures de recomposition concurrentielle et marchande de l'ensemble du service public national d'enseignement supérieur et de recherche, universités et CNRS inclus !

Maurice Hérin, 3 mai 2004

\* ainsi que 150 emplois d'ATER et 150 emplois d'IATOSS.